Initiative de recherche Production2020: analyse des parties prenantes

Martin Braunschweig, Maria Bystricky et Gérard Gaillard Agroscope, Institut des sciences en durabilité agronomique IDU, 8046 Zurich, Suisse

Renseignements: Martin Braunschweig, e-mail: martin.braunschweig@agroscope.admin.ch



Les impacts environnementaux, le revenu du travail et la consommation énergétique d'exploitations comparables présentent de grandes différences. C'est le signe que des améliorations peuvent être apportées. (Photo: Gabriela Brändle, Agroscope)

L'initiative de recherche Production2020 développe le savoir-faire agricole afin de mieux faire face aux différents défis dans les domaines de la durabilité, des exigences sociales et de la concurrence internationale. Une analyse des parties prenantes a permis de dégager quatre axes thématiques: agriculture adaptée au site, production efficace et efficiente, production indigène par rapport aux importations – positionnement de l'agriculture suisse et enfin image du métier d'agriculteur/agricultrice à l'avenir.

L'introduction de la production intégrée (PI) et des prestations écologiques requises (PER) ainsi que des programmes éthologiques dans les années 90 ont permis à l'agriculture suisse d'être reconnue par les consommateurs et les consommatrices, mais aussi sur la scène internationale. Depuis quelques années toutefois, le développement durable connaît une certaine stagnation. L'excédent d'azote est trop élevé, la qualité des surfaces de promotion de la biodiversité doit être améliorée (Herzog et al. 2008) et le taux de certains produits phytosanitaires dans les cours d'eau dépasse les seuils limites (Moschet et al. 2014). Enfin, les impacts environnementaux, le revenu du travail et la consommation énergétique d'exploitations comparables présentent de grandes différences, ce qui est le signe que des améliorations peuvent être apportées (Hersener et al. 2011).

Possibilités d'action et évaluation de la durabilité

Dans ce contexte, Agroscope a lancé l'initiative de recherche Production2020. Cette initiative a pour but de développer des connaissances et un savoir-faire novateurs pour organiser et gérer les systèmes agricoles en Suisse. Le premier objectif opérationnel est d'élaborer des stratégies en production végétale, production animale et gestion d'exploitation, pour promouvoir un mode d'exploitation durable, adapté au site et compétitif sur le plan international. Le deuxième objectif opérationnel consiste à mettre en place une méthode de conception durable des mesures agricoles et d'éva-

luation de la durabilité des exploitations agricoles. Production2020 repose sur sept grands principes: 1) Les trois piliers de la durabilité (aspects social, économique et environnemental) sont pris en compte; 2) les systèmes analysés sont intégrés dans l'ensemble de la chaîne de production de valeur, la priorité étant donnée à l'utilisation optimale des ressources; 3) l'accent est mis sur la production primaire; 4) les actions ont lieu au niveau des responsables d'exploitation; 5) l'ensemble du cycle de vie est pris en compte; 6) les objectifs d'impact sont essentiels; 7) la responsabilisation des chefs d'exploitation est renforcée.

L'initiative de recherche est un processus dynamique qui vise à élaborer des solutions en vue d'atteindre les objectifs ci-dessus. Les stratégies sont développées et mises à disposition des chefs d'exploitation. Leur impact sur la conception de la durabilité dans l'exploitation est évalué à l'aide d'une série d'indicateurs (Roesch et al. 2016).

Implication des parties prenantes

L'initiative Production2020 est encadrée et soutenue par un groupe scientifique et un groupe de parties prenantes. A l'occasion de son lancement, quelques membres du groupe des parties prenantes ont été informés du projet et interrogés sur leur évaluation générale et spécifique du secteur agro-alimentaire, sur leurs besoins et sur leurs attentes en matière de recherche. L'implication des parties prenantes dans la discussion est particulièrement importante, car elle permet d'appréhender les impacts et les activités de Production2020, tout en les renforçant et en les faisant connaître à l'extérieur.

Le groupe de parties prenantes est constitué de douze organisations sélectionnées parmi les autorités, les associations, le commerce de détail, les labels alimentaires et les ONG: Agridea, Bio Suisse, Office fédéral de l'environnement, Coop, IP-Suisse, Fédération des coopératives Migros, Proviande, Union suisse des paysans, Fruit-Union Suisse, Swiss granum et Swissmilk ainsi que WWF Suisse. Du fait de sa proximité avec Agroscope, l'Office fédéral de l'agriculture a exprimé le souhait de ne pas être impliqué.

Durant le premier semestre 2015, douze interviews semistructurées ont été conduites avec les différentes parties prenantes. Le catalogue de questions comprenait des questions ouvertes, la discussion pouvant s'en écarter. Les parties prenantes étaient priées de commenter notre analyse du secteur agro-alimentaire ainsi que nos propositions de conception durable des systèmes agricoles suisses, en se montrant critiques. Elles ont ensuite été priées de nous fournir des estimations et des informations dans les cinq domaines suivants:

- enjeux et chances actuels du secteur agro-alimentaire
- priorités des parties prenantes par rapport aux différents enjeux
- éléments et aspects spécifiques du point de vue des différentes branches (viande, lait, vulgarisation, grandes cultures, etc.)
- besoin de recherche lié à ces enjeux
- intérêt et participation des parties prenantes par rapport à Production2020
- autres remarques, commentaires et suggestions.
 Les interviews ont duré environ deux heures et ont été enregistrées et transcrites. Leur contenu a été analysé à l'aide du logiciel MAXQDA (Mayring 2003).

Multifonctionnalité de l'agriculture

Les parties prenantes sont d'accord pour dire que le système agro-alimentaire suisse jouit d'une bonne réputation et que la population lui fait confiance. La Suisse est un pays avec un haut niveau de vie et un grand pouvoir d'achat. Les consommateurs sont largement prêts à payer plus pour des aliments produits de manière durable. En contrepartie, les exigences touchant la qualité et la santé sont élevées. Les parties prenantes considèrent qu'une production de masse n'a aucune chance en Suisse. Selon elles, la multifonctionnalité de l'agriculture suisse est bien ancrée dans la population. La qualité élevée des aliments est généralement considérée comme plus importante que les impacts environnementaux de la production et la préservation de biens d'intérêt général comme la biodiversité.

Selon la plupart des parties prenantes, l'agriculture suisse produit de manière très respectueuse de l'environnement et des animaux par rapport aux autres pays et dispose donc de bonnes bases qui ne pourront toutefois être maintenues et développées qu'en apportant de nouvelles améliorations dans tous les systèmes de production, à savoir PER, PI et Bio. L'utilisation optimale des ressources en fait partie. Certaines parties prenantes souhaitent occuper une position de leader dans la production alimentaire durable, sans pour autant déplacer l'impact environnemental le long de la chaîne de valeur ajoutée ou à l'étranger. Les importations d'aliments pour animaux constituent un enjeu particulier à ce niveau, car leur production entraîne d'importants impacts environnementaux. Les problèmes internes comme les résidus de produits phytosanitaires dans les eaux ou les émissions d'azote doivent être traités rapidement. La production de lait et de viande basée sur les herbages est considérée comme adaptée au site et joue un rôle capital en Suisse. Il reste cependant encore beaucoup de recherche à faire pour optimiser l'alimentation des animaux et

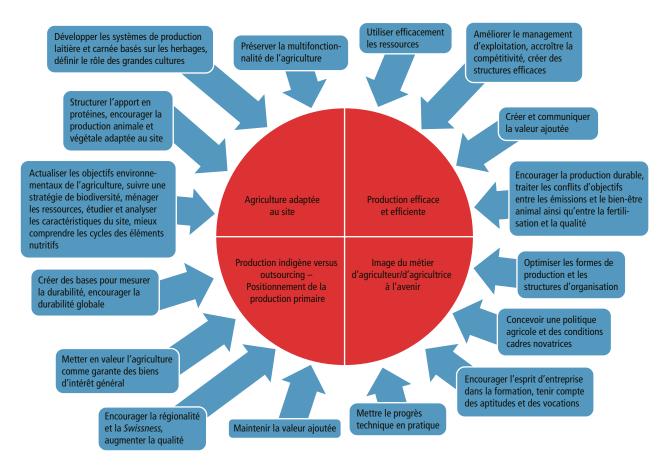


Figure 1 | L'analyse des contenus issus de l'enquête réalisée auprès des parties prenantes (en bleu) a abouti à quatre axes thématiques (en rouge).

leur détention au pâturage. Certaines parties prenantes considèrent les conflits d'objectifs entre la détention au pâturage, les émissions d'azote et de méthane et le bien-être animal, de même qu'entre l'affourragement d'herbe exclusif et la qualité de la viande comme des enjeux de taille, et attendent de la recherche qu'elle propose des solutions.

Plus de concurrence au niveau national

Le contexte économique préoccupe la plupart des parties prenantes. Il est marqué par la libéralisation des marchés (partenariat transatlantique de commerce et d'investissement [PTCI] en cours de négociation), mais aussi par le niveau élevé des prix en Suisse et le tourisme d'achat dans les zones frontalières qui va de pair. Le tourisme d'achat exerce une pression sur les prix de l'ensemble de la chaîne de création de valeur. Les parties prenantes sont d'avis que le secteur agro-alimentaire doit se montrer plus compétitif et que la protection des frontières doit être maintenue. En ce qui concerne le contexte international, marqué par la croissance démographique et le changement climatique, les parties prenantes prévoient une raréfaction des ressources à

l'avenir et en concluent pour la plupart que le secteur agro-alimentaire suisse doit contribuer à l'approvisionnement alimentaire.

Les différentes offensives politiques et les initiatives populaires en cours dans le domaine de l'agro-alimentaire représentent un autre défi pour le secteur. Elles montrent également que la politique agricole est controversée dans la société. Le système des paiements directs constitue une importante charge administrative pour les agricultrices et les agriculteurs. Les parties prenantes souhaitent que la production agricole soit plus indépendante des paiements directs. Les agricultrices et les agriculteurs ont besoin de conditions-cadres et d'une marge de manœuvre leur permettant de tirer parti de leur liberté d'entreprendre et d'adapter leur production au marché. Les parties prenantes sont largement d'accord pour indemniser l'agriculture pour les prestations d'utilité publique qu'elle fournit. Elles confirment que le métier d'agriculteur et d'agricultrice est très exigeant et demandent que les futurs agriculteurs et agricultrices soient formés pour devenir des chefs d'exploitation novateurs qui pensent et agissent en entrepreneurs.

Charge de travail élevée et faible revenu

Certaines parties prenantes ont également soulevé la charge de travail élevée de nombreux agriculteurs et agricultrices et leur faible revenu. De bas revenus empêchent d'avoir une prévoyance vieillesse adéquate et génèrent des problèmes financiers en cas de séparation. Ils freinent également le progrès technique par manque d'investissements dans l'exploitation. Toutefois, en l'absence d'alternative, les personnes concernées par la précarité restent généralement dans l'agriculture. Sans compter qu'abandonner l'exploitation irait à l'encontre de la tradition. D'un côté, la population des agriculteurs vieillit et, de l'autre, il est difficile pour quelqu'un venant d'un autre milieu professionnel de reprendre une exploitation.

Certaines parties prenantes parlent d'un changement dans le comportement des consommateurs. L'intérêt pour la production de denrées alimentaires va croissant et chacun prend davantage conscience du gaspillage. Les consommateurs font davantage attention à un mode de production équitable, aux flux des marchandises et à la traçabilité, davantage pour les produits frais que pour les produits transformés et le secteur de la gastronomie. Parallèlement, les besoins des consommateurs évoluent, comme le montrent la demande croissante de *Convenience-Food*, de denrées alimentaires régionales et le développement du *shopping online*.

Standards de durabilité homogènes

Les parties prenantes sélectionnées représentent l'ensemble du secteur agro-alimentaire. L'analyse reflète par conséquent une large palette d'avis et d'intérêts et véhicule les trois messages suivants:

- La majorité des parties prenantes ne souhaite pas réduire la production indigène de denrées alimentaires au profit des importations, parce que cela reviendrait à exporter les impacts environnementaux à l'étranger et à affaiblir le secteur agricole.
- La plupart des parties prenantes ne souhaite pas optimiser la production en ne tenant compte que d'une

seule dimension de la durabilité (p. ex. l'écologie). Au contraire, les trois piliers de la durabilité (aspects social, économique et environnemental) devraient être pris en compte et intégrés au concept global du cycle de vie. En outre, il est important d'avoir des standards de durabilité homogènes. Pour cela, il faut développer une méthode d'évaluation de la durabilité détaillée et facile à mettre en pratique pour le secteur agro-alimentaire.

 Les parties prenantes sont d'accord que la production primaire suisse n'a un sens que si l'ensemble de la chaîne de création de valeur reste dans le pays et est organisée de manière durable dans sa globalité.

L'analyse des parties prenantes a permis de dégager quatre axes thématiques que les parties prenantes ont confirmés dans le cadre d'une séance de feedback:

1) agriculture adaptée au site; 2) production efficace et efficiente; 3) production indigène par rapport aux importations – positionnement de l'agriculture suisse et 4) image du métier d'agriculteur/agricultrice à l'avenir. Ces thèmes couvrent un grand nombre de questions de recherche en relation avec la compétitivité, les impacts environnementaux et les dimensions sociales de la durabilité (fig. 1).

Conclusions

Les parties prenantes ont bien accueilli Production2020 et ont témoigné d'un vif intérêt pour le projet. Leur analyse a confirmé que l'initiative de recherche est une réponse adéquate aux enjeux du secteur agro-alimentaire, lequel a d'ailleurs suscité certaines attentes. Les priorités ne sont pas les mêmes suivant les sujets. Dans l'ensemble, tous s'accordent cependant à dire que la recherche au service de l'agro-alimentaire doit être conçue globalement, afin de développer les systèmes agricoles novateurs, durables, adaptés au site, compétitifs sur le plan international et attrayants pour les chefs d'exploitation.

Bibliographie

- Hersener J.-L., Baumgartner D., Dux D., Aeschbacher U., Alig M., Blaser S., Gaillard G., Glodé M., Jan P., Jenni M., Mieleitner J., Müller G., Nemecek T., Rötheli E.
 Schmid D. 2011. Zentrale Auswertung von Ökobilanzen landwirtschaftlicher Betriebe (ZA-ÖB). Forschungsanstalt Agroscope Reckenholz-Tänikon ART, Zürich/Ettenhausen.
- Herzog F., V Prasuhn V., Spiess E., & Richner W. 2008. Environmental cross-compliance mitigates nitrogen and phosphorus pollution from Swiss agriculture. Environmental Science & Policy 11, 655–668.
- Mayring P., 2003. Qualitative Inhaltsanalyse. Grundlagen und Techniken. Weinheim. Beltz.
- Moschet C., Wittmer I., Simovic J., Junghans M., Piazzoli A., Singer H., Stamm C., Leu C., & Hollender, J. 2014. How a complete pesticide screening changes the assessment of surface water quality. *Environmental Science & Technology* 48. 5423–5432.
- Roesch A., Gaillard G., Isenring J., Jurt Vicuña Muñoz C., Keil N., Nemecek T., Rufener C., Schüpbach B., Umstätter C., Waldvogel T., Walter T., Werner J. & Zorn A., 2016. Nachhaltigkeit von Schweizer Landwirtschaftsbetrieben umfassend beurteilen. Agroscope Science 33, 1–282.